

TABLE DES MATIÈRES

RÉFLEXIONS HISTORIQUES

La résistance catholique à l'introduction de l'impôt moderne sur le revenu : France fin XIX^e s. – début XX^e s.

Fabrice BIN.....	15
I. Une opposition de principe très limitée au prélèvement obligatoire sur les revenus.....	16
A. Une doctrine de l'obéissance fiscale clarifiée par la doctrine sociale de l'Église.....	16
B. Des impôts sur le revenu en général à l'impôt synthétique progressif sur le revenu.....	19
II. Une réticence manifeste aux modalités pratiques de cette imposition moderne sur le revenu.....	20
A. Le problème de la progressivité de l'impôt sur le revenu.....	20
B. Le problème de la destination des recettes fiscales.....	22
Conclusion en forme de comparaison.....	23

Le contentieux franco-israélien à propos des biens *waqfs* maghrébins à Jérusalem (1952-1962)

Musa SROOR.....	25
Introduction.....	25
I. Aperçu juridique et historique du <i>waqf</i> Abû Madyan.....	27
II. Intervention du gouvernement français en faveur du <i>waqf</i>	29
III. La fin de l'intervention française : causes directes et indirectes.....	36
Conclusion.....	41
Références bibliographiques.....	42

Christianisme et droits de l'homme en Occident : Quelques perspectives historiques et juridiques

Catherine AUDEOUD.....	45
I. Christianisme et négation des droits de l'homme.....	46
A. L'exaltation de l'unité religieuse.....	46
B. La volonté de préserver l'ordre social.....	49
II. Christianisme et promotion des droits de l'homme.....	52
A. Au niveau des fondements des droits de l'homme.....	53
1. Primauté de l'individu.....	53
2. La limitation du pouvoir étatique.....	54

B. Au niveau de la pratique des droits de l'homme	55
1. Les droits civils et politiques	55
2. Les droits économiques et sociaux	58
Conclusion	62

Les relations Église-État au Portugal : Évolution et ouverture vers le pluralisme

Ataa DENKHA	63
I. Des relations Église-État historiquement marquées par une forte complicité ..	64
II. L'introduction récente du pluralisme religieux.....	66
A. La Loi 4/1971 et la Constitution de 1976.....	66
B. La Loi de 2001 sur la Liberté Religieuse	67
III. Le nouveau Concordat du 18 mai 2004	69
Conclusion	72
Bibliographie.....	73

LES DROITS DES GROUPES RELIGIEUX EN EUROPE

Autonomie des Églises et droits des fidèles en droit français

Emmanuel TAWIL	77
I. Le libre exercice des cultes et le développement de formes d'autonomie des congrégations	77
A. Le Libre exercice des cultes	77
B. Le développement de la liberté des congrégations.....	79
II. L'appréciation de l'autonomie de l'Église catholique et des droit des fidèles sous l'angle des biens ecclésiastiques : les nouveaux dangers	80
A. Propriété des biens au regard du droit étatique et au regard du droit canonique.....	81
B. Le danger de perte de contrôle ecclésiastique sur les biens	82
1. Une fondation devenant propriétaire de biens appartenant à un institut religieux	82
2. Les limites à la liberté d'association.....	83
Conclusion	84

Les droits de liberté revendiqués par l'Église catholique sont-ils en concordance avec les dimensions institutionnelles de la liberté de religion protégées par la CEDH ?

Jean-Pierre SCHOUPE	85
I. La personnalité juridique	89
II. La libre nomination des évêques et des autres ministres du culte	90
III. La formation spécifique des séminaristes et des ministres du culte.....	92

IV. L'annonce de la doctrine et des principes moraux et l'usage des moyens de communication sociale	93
V. La liberté d'éducation/instruction.....	95
VI. Le pouvoir de juridiction sur le mariage religieux.....	99
VII. La juridiction sur les lieux de culte	99
VIII. La capacité patrimoniale et le financement.....	100
IX. Le pouvoir judiciaire et les procédures administratives.....	102
X. La souveraineté du Saint-Siège, le « <i>ius legationis</i> » et le « <i>ius contrahendi</i> »	103

Le statut des groupes religieux devant la CEDH

Fernando ARLETTAZ	107
Introduction.....	107
I. Le principe de neutralité.....	108
II. Personnalité juridique	109
III. Différents niveaux de reconnaissance	112
IV. Religion d'État	115
Conclusions.....	117

LAÏCITÉ ET LIBERTÉ RELIGIEUSE AUX ÉTATS-UNIS

Le principe de laïcité aux États-Unis à travers les grands textes, lettres et discours présidentiels

Gilles REVELLES.....	121
I. Textes fondamentaux et constitutionnels.....	123
A. <i>Virginia Declaration of Rights</i> , 12 juin 1776	124
B. La Déclaration d'indépendance, 4 juillet 1776.....	124
C. <i>Virginia Statute for Religious Freedom</i> , 1786.....	125
D. Constitution des États-Unis d'Amérique, 17 septembre 1787.....	126
E. <i>Bill of Rights</i> , rédigé par James Madison, 1787-1789-1791	127
F. Discours de Gettysburg, 19 novembre 1863, Abraham Lincoln	128
G. XIV ^e amendement, 1868.....	129
II. Textes de doctrine fondamentale	129
A. <i>Notes on the State of Virginia</i> (Observations [Notes] sur l'État de Virginie), Question XVII: Religion[s], Thomas Jefferson. première édition 1782, Londres, in-8°, 391-14-14-4 p., cartes, p. 287-297	130
B. Lettre de George Washington, <i>To the Hebrew Congregation in Newport</i> , Rhode Island, 17 août 1790	133
C. Discours d'adieu au peuple de George Washington (écrit par Alexander Hamilton), 17 septembre 1796.....	134

D. <i>Treaty of Peace and Friendship between the United States of America and the Bey and Subjects of Tripoli of Barbary</i> , 10 juin 1797.....	135
E. Réponse de Thomas Jefferson aux baptistes de Danbury, 1 ^{er} janvier 1802.....	135
III. Les solutions juridiques évolutives d'une société majoritairement religieuse.....	136
A. Le texte du serment de l' <i>Inauguration Day</i>	139
B. Le texte du Serment d'allégeance, utilisé depuis 1892 et officialisé en 1942.....	140
C. La devise nationale des États-Unis d'Amérique.....	141
1. 1787 - <i>E Pluribus Unum</i> , à l'avvers d'une médaille, et <i>Annuït Cœptis et Novus Ordo Seclorum</i> au revers.....	141
2. 1956 - <i>In God We Trust</i>	142
IV. La religion dans le discours présidentiel contemporain.....	142
A. Barack H. Obama, « <i>Call to Renewal Keynote Address</i> », interview du <i>Sojourners News</i> , 28 juin 2006.....	142
B. Barack H. Obama, Discours d'inauguration du M.L. King, Jr. Memorial, 16 octobre 2011.....	143
C. Barack H. Obama, Deuxième Discours d'investiture, 21 janvier 2013.....	143
D. Donald J. Trump, Discours d'investiture, 20 janvier 2017.....	144

La politisation de la liberté religieuse aux États-Unis à travers la mobilisation de la Conférence épiscopale contre le *contraceptive mandate*

Marie GAYTE et Blandine CHELINI-PONT.....	145
Introduction.....	145
I. Le nouvel usage de la « liberté religieuse » par les évêques américains : l'historique d'une mobilisation.....	147
II. Du droit de refus de complicité au droit à la discrimination religieuse active : le résultat des mobilisations depuis 2011.....	151
Conclusion.....	157

Obama and the long culture war: reproductive rights and the *hobby lobby case*

Françoise COSTE.....	159
I. The ACA and contraception.....	159
II. <i>Hobby Lobby</i>	161
III. <i>Zubik</i>	164
Bibliography.....	168

DIMENSION ÉCONOMIQUE DU RAPPORT DROIT-RELIGIONS

L'analyse économique de l'interprétation jurisprudentielle de la laïcité

Claire AGUILON.....	173
I. Les réticences étatiques à subventionner le « libre exercice du culte »	176
A. Les possibilités légales de subvention des lieux de cultes	176
B. Les origines économiques des réticences étatiques à subventionner le « libre exercice du culte ».....	177
II. L'intervention positive de l'État dans l'intérêt public pour entretenir des édifices culturels.....	180
A. L'admission légale d'un entretien public des lieux de cultes	180
B. L'admission jurisprudentielle de l'entretien public des édifices culturels.....	181
Conclusion	183

Théologie eschatologique, droit du contrat et dynamisme économique dans l'analyse de Robert Barro

Aina RAZAFIARIZON	185
I. Présentation succincte de l'étude empirique de Robert Barro.....	187
II. Théologie eschatologique et éthique individuelle	188
III. Éthique individuelle et droit du contrat : obligation, honnêteté et bonne foi.....	190
IV. Contrat et confiance : éléments essentiels du dynamisme économique	192
Conclusion	195
Références.....	197

La réconciliation de la chari'a avec l'ordre public et le commerce international

Sepideh MAZIDI SHARAFABADI	199
Introduction.....	199
I. Une nouvelle interprétation de la <i>Chari'a</i> à travers des sources supplémentaires.....	200
A. L' <i>istihsan</i> (la préférence juridique)	201
1. Le principe de facilitation, et la théorie de la nécessité	204
a. Le principe de facilitation.....	204
b. La théorie de la nécessité.....	205
2. L'évolution des lois dans le temps	207
B. L' <i>istislah</i> (le recours aux intérêts non réglés).....	209

C. Le <i>urf</i> (la coutume).....	211
1. La place de la coutume en droit musulman	212
2. Les conditions de la coutume.....	214
3. Les différents types de la coutume.....	215
4. La revisite de la place de la coutume dans les Codes civils contemporains.....	215
II. Un nouveau regard sur les notions d'ordre public et d'intérêt	218
A. L'ordre public dans les Constitutions des pays arabo-musulmans	218
L'ordre public en droit musulman	220
B. La notion d'intérêt	222
Conclusion	226

DROIT DE LA FAMILLE

Les mesures de protection de l'enfant sans parents connus : mutations de la conception musulmane de la filiation (<i>nassab</i>) en droit irakien	
Harith AL-DABBAGH	229
Introduction.....	229
I. Aperçu général du système juridique irakien	231
A. Sources du droit	231
B. Organisation judiciaire	235
II. Mode d'établissement de la filiation.....	237
A. Présomption légale de paternité.....	238
B. Reconnaissance volontaire de filiation	241
C. Désaveu et contestation de filiation.....	244
III. Statut juridique de l'enfant privé de filiation	249
A. Définition et étendue.....	249
B. Les droits de l'enfant sans filiation connue	254
IV. Protection de l'enfant privé de soins parentaux	257
A. Régime général de protection.....	257
B. Le régime d'affiliation « <i>dhamm</i> »	260
Conclusion	268

JURISPRUDENCE FRANÇAISE

L'installation des crèches par les personnes publiques.

Regard sur une jurisprudence bienvenue construisant une laïcité d'apaisement

Franc'k CARPENTIER.....	273
I. Le constat d'une incertitude latente quant à la qualification juridique de la crèche.....	275
A. La nécessaire clarification d'un régime juridique incertain.....	275
B. Une solution intermédiaire quoique délicate à mettre en œuvre proposée par le rapporteur public	277
II. Une tentative bienvenue visant à concilier tradition et laïcité.....	279
A. L'affirmation de critères précis afin de caractériser la compatibilité entre crèche de Noël et laïcité à la française	280
B. Une doctrine réservée face à une jurisprudence à la mise en œuvre potentiellement délicate.....	283

Chronique de jurisprudence judiciaire

Septembre 2014 - mai 2016

Julien COUARD, Rudy LAHER, Gregory CAUVIN et Charlotte GAUCHON....	287
Droit des personnes.....	287
Droit de la famille	294
Droit des biens	297
Droit pénal	304
Droit des contrats	314
Droit du travail.....	317
Procédure civile	323

Chronique de jurisprudence administrative

Année 2016

Rémy SCHWARTZ et Nicolas SFEZ	325
I. Association culturelle – caractère public du culte	325
II. Cession de terrain à une association culturelle	326
III. Naturalisation – refus – adhésion aux valeurs de la communauté nationale	328
IV. Association – Dissolution	329
V. Pouvoir de police du maire – « burkini »	330
VI. Aumônier – prison – fin d'agrément	331
VII. Crèches de Noël	332
VIII. Sonnerie de cloches – sonneries civiles – usages locaux.....	334

JURISPRUDENCE EUROPÉENNE

Le fait religieux dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme - 2014-2016

Louis-Léon CHRISTIANS	337
Avec la collaboration de Stéphanie WATTIER et Léopold VANBELLINGEN	337
I. Religion, asile, rapatriement, extradition.....	338
A. La conversion au christianisme sur sol d'accueil : arrêt [GC] du 23 mars 2016, <i>F.G. c. Suède</i> , n° 43611/11	338
B. Le risque de ré-excision en Guinée : arrêt <i>Sow c. Belgique</i> du 19 janvier 2016 (n° 27081/13).....	340
C. Refoulement séparé d'un mineur d'âge marié religieusement : arrêt du 8 décembre 2015, <i>Z.H. et R.H. c. Suisse</i> (n° 60119/12).....	340
D. Les « extrémistes Uzbekeh » : arrêt du 15 janvier 2015, <i>Eshonkulov c. Russie</i> (n° 68900/13).....	341
II. Autonomie des églises et droits de la défense	341
A. Révocation due à un statut canonique matrimonial irrégulier (<i>Travas c. Croatie</i>).....	342
B. Révocation d'un pasteur et renvoi aux tribunaux religieux : quels droits de la défense ? (<i>Karoly Nagy c. Hongrie</i>)	343
C. Droits de la défense au croisement de poursuites canoniques et étatiques pour abus sexuel (<i>Peltereau-Villeneuve c. Suisse</i>)	344
III. Autonomie des consciences	345
A. Objection de conscience d'un Témoin de Jehovah non encore baptisé (<i>Papavasilakis c. Grèce</i>).....	346
B. Vie privée et liberté de religion d'une société commerciale d'informatique « <i>Company of Christ</i> ».....	347
C. Objection au service militaire au nom de la charia – absence de croyance pacifiste	348
D. Prestation de serment religieux : série <i>Dimitras c. Grèce</i> (suite et fin)..	349
IV. Liberté de religion et liberté d'expression	350
A. L'appel à la prière et les opposants à l'Islam : arrêt du 24 février 2015, <i>Karaahmed c. Bulgarie</i>	350
B. Antisémitisme, antisionisme et accusations diffusées sur le web.....	351
C. Campagne anti-avortement versus respect de la vie privée des médecins.....	352
Liberté d'expression et négationnisme.....	353
A. Spectacle humoristique n'est pas meeting antisémite	353
B. L'étroite frontière entre liberté académique et négationnisme	355
C. Arrêt de chambre	356
D. Arrêt de Grande Chambre	357
E. Laïcité et neutralité vestimentaire des agents publics français.....	360

V. Mouvements contestés et arcanes administratives	362
Dissolution d'une association supposée à caractère religieux – Imprévisibilité juridique	366
VI. Religion et école.....	366
Cours obligatoire de culture religieuse et dispense	366
VII. Religion et vie privée	368
A. Internement psychiatrique forcé suite à une participation à un mouvement spirituel	368
B. Prosélytisme chrétien, caméra cachée et vie privée	369
C. Sanction d'un fonctionnaire en raison de ses convictions religieuses et de celles de son épouse.....	370
VIII. Regime de reconnaissance des cultes.....	371
A. Exonération des frais d'électricité d'un lieu de culte <i>cemevi</i> (<i>Cumhuriyetçi Eğitim Ve Kültür Merkezi Vakfı c. Turquie</i>).....	371
B. Refus de reconnaissance de la confession alévie (<i>İzzettin Doğan et autres c. Turquie</i>)	373
C. Refus d'octroi d'un lieu de culte (<i>Association de solidarité avec les témoins de Jéhovah et autres c. Turquie</i>).....	374
IX. Religion et prisons.....	375
A. Surpopulation carcérale et pratique religieuse en prison (<i>Sanatkar c. Roumanie</i>).....	376
B. Droit de visite du pasteur et de la famille en prison (<i>Mozer c. République de Moldova et Russie</i>).....	377
C. Assistance à la messe dominicale en détention (<i>Janusz Wojciechowski c. Pologne et Süveges c. Hongrie</i>).....	378
1. Affaire <i>Süveges c. Hongrie</i>	378
2. Affaire <i>Janusz Wojciechowski c. Pologne</i>	379
X. Patrimoine religieux	380
A. Restitution des biens des paroisses gréco-catholique en Roumanie...380	
B. Inscription d'un bien autrefois religieux sur le livre foncier (<i>Sociedad Anónima del Ucieza c. Espagne</i>).....	382
XI. Religion et sécurité.....	384
Participation à une cérémonie religieuse et lutte contre le terrorisme (<i>Güler et Uğur c. Turquie</i>).....	384

DOSSIER ARBITRAGE ET RELIGIONS

PREMIÈRE PARTIE L'ARBITRAGE RELIGIEUX, QUESTIONS FONDAMENTALES

Dieu est mon droit : la place des modes alternatifs de règlement des litiges dans les trois religions du Livre

François-Xavier LICARI	393
I. La prohibition du recours aux tribunaux des Gentils en droit talmudique ...	395
A. La société juive, société nomocratique.....	395
B. L'arbitrage rabbinique comme instrument du maintien de la société nomocratique	397
II. Droit musulman (Charia).....	402
A. Les fondements de l'obligation de recourir à l'arbitrage musulman dans les pays non musulmans.....	402
B. La nature et l'étendue de l'obligation de recourir à l'arbitrage musulman	404
1. Dans la société où la Charia est la seule loi applicable	404
2. Dans les sociétés actuelles, basées sur un droit plus ou moins sécularisé.....	404
III. Évitement du procès et recherche de la conciliation dans les sources chrétiennes : de Paul au Code de droit canonique	405

La compatibilité de l'arbitrage religieux avec les ordres juridiques étatiques : l'arbitrage confessionnel face à l'ordre public

Walid BEN HAMIDA.....	411
I. L'accueil de l'arbitrage confessionnel	415
A. L'obstacle de l'inarbitrabilité.....	416
B. L'applicabilité de la règle religieuse.....	421
II. La mise en œuvre de l'arbitrage religieux.....	426
A. La question de l'interdiction des intérêts.....	427
B. Les discriminations.....	428
1. La discrimination entre hommes et femmes	428
2. La discrimination en raison de la religion	429

DEUXIÈME PARTIE
L'ARBITRAGE RELIGIEUX EN ACTION

Entre conciliation et arbitrage : le rôle du clergé catholique dans la résolution des différends (France, xvii^e-xviii^e siècles)

Anne BONZON	435
I. Le déroulement	436
II. Les impulsions	439
III. Les significations	442

International Commercial Arbitration and *Shari'a*

Andrea BORRONI et Marco SEGHESSIO	447
Introduction	447
I. Arbitration in the Middle East	448
II. Nature of Arbitration	452
A. Arbitration agreement	452
Arbitral award	453
III. Scope of arbitration	455
IV. Differences as to the applicable rules under <i>shari'a</i> and secular law	456
V. Capacity of arbitrators	459
VI. Sanctity of Contracts	460
Exceptions to the concept of the sanctity of contracts	461
Conclusions	462
Bibliography	466
 conclusions	
Sâmi HAZOUG	473